



# RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Préfecture de la Vienne

Recueil des Actes Administratifs (RAA) n°6  
Jeudi 7 janvier 2016

Le Recueil des Actes Administratifs sous sa forme intégrale est consultable sur le site internet de la Préfecture ([www.vienne.gouv.fr](http://www.vienne.gouv.fr))

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PRÉFECTURE DE LA VIENNE

La version papier du Recueil des Actes Administratifs peut être consultée sur simple demande aux guichets d'accueil de la préfecture de Poitiers et des sous-préfectures de Châtelleraut et de Montmorillon.

**RECUEIL N°6 DU JEUDI 7 JANVIER 2016  
SOMMAIRE**

Recueil n° 6 du 7 janvier 2016

Sommaire..... p. 2

**DIRECTIONS DEPARTEMENTALES INTERMINISTERIELLES**

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE LA COHÉSION SOCIALE**

Décision n° 2016-DDCS-DIR-001 en date du 5 janvier 2016 donnant p. 5  
subdélégation de signature en matière d'administration générale

Décision n° 2016-DDCS-DIR-002 en date du 5 janvier 2016 donnant p. 15  
subdélégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES**

Arrêté portant subdélégation de signature pour les actes relevant du pouvoir p. 19  
adjudicateur en date du 04 janvier 2016

Arrêté portant subdélégation de signature pour la communication de p. 21  
documents aux collectivités territoriales et aux EPCI à fiscalité propre en  
date du 4 janvier 2016

**DIRECTIONS RÉGIONALES**

**AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ**

Décision tarifaire n° 809 du 24 décembre 2015 portant fixation de la dotation p. 23  
globale de soins pour l'année 2015 de EHPAD MARGUERITE LE TILLIER  
POITIERS - 860012848

DIRECTIONS INTERRÉGIONALES

**DIRECTION DE L'ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE**  
**DIRECTION INTERRÉGIONALE DES SERVICES PÉNITENTIAIRES DE**  
**BORDEAUX**

Décision du 4 janvier 2016 par laquelle Monsieur MARCHAL Pascal, chef d'établissement du centre pénitentiaire de Poitiers-Vivonne porte délégation de signature (administration pénitentiaire)

p. 27





**PRÉFÈTE DE LA VIENNE**

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE  
DE LA COHESION SOCIALE**

**DECISION n° 2016-DDCS-DIR-001  
en date du 5 janvier 2016  
donnant subdélégation de signature  
en matière d'administration générale**

Le directeur départemental de la cohésion sociale de la Vienne, par intérim,

VU le code de l'action sociale et des familles ;

VU le code de la construction et de l'habitation ;

VU le code de la santé publique ;

Vu le code de la sécurité sociale ;

VU le code du service national ;

VU le code du sport ;

VU le code du tourisme ;

VU le code du travail ;

VU la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 relative au contrat d'association, et le décret du 16 août 1901 pris pour son application ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle Calédonie ;

VU le décret n° 2009-360 du 31 mars 2009 relatif aux emplois de direction de l'administration territoriale de l'Etat ;

VU le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;

VU le décret du 17 décembre 2015 nommant Madame Marie-Christine DOKHÉLAR, préfète de la Vienne ;

VU la circulaire n° 5316 du 7 juillet 2008 du Premier Ministre relative à l'organisation de l'administration départementale de l'Etat ;

VU l'arrêté du Premier Ministre en date du 17 août 2011 portant nomination de M. Fabien MARTHA en qualité de directeur départemental adjoint de la cohésion sociale de la Vienne ;

VU l'arrêté préfectoral n° DFSM-MC-27 du 5 janvier 2010 portant organisation de la direction départementale de la cohésion sociale de la Vienne ;

VU l'arrêté ministériel du 5 octobre 2015 mettant fin à compter du 01/01/2016 au détachement de Madame Françoise Linsolas-Maléaud, dans l'emploi fonctionnel de directrice départementale de la cohésion sociale de la Vienne ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2016-SG-SCAADE-013-1 en date du 4 janvier 2016 portant désignation de Monsieur Fabien MARTHA, directeur départemental de la cohésion sociale de la Vienne, par intérim.

VU l'arrêté préfectoral n° 2016-SG-SCAADE-013-2 en date du 4 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Fabien MARTHA, directeur départemental de la cohésion sociale de la Vienne, par intérim.

Sur proposition du directeur départemental de la cohésion sociale de la Vienne, par intérim,

## DECIDE

**Article 1<sup>er</sup>** : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Fabien Martha, la délégation de signature est donnée à :

- Madame Anne Delafosse, à l'effet de signer, au nom du Préfet de la Vienne, les décisions et correspondances entrant dans le champ de compétences du pôle « Egalité des chances et accès aux droits » et du « secrétariat général » de la direction départementale de la cohésion sociale.

- Madame Anne Danière-Moreau, à l'effet de signer, au nom du Préfet de la Vienne, les décisions et correspondances entrant dans le champ de compétences « jeunesse, sports et vie associative » et du « secrétariat général » de la direction départementale de la cohésion sociale.

**Article 2** : Dans les limites et sous les conditions que M. MARTHA fixe à ses collaborateurs, la délégation de signature qui lui est conférée sera exercée, pour les décisions énumérées en annexe, par :

**1. Pôle « Egalité des chances et accès aux droits »**

- Madame Anne Delafosse
- Madame Brigitte Robelet
- Madame Isabelle Mébrek
- Madame Christine Dumans
- Madame Sandrine Calendrier
- Madame Sylvie Gervais

**2. Pôle « Jeunesse, Sports et Vie associative »**

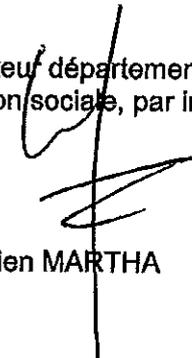
- Madame Anne Danière-Moreau
- Monsieur Patrick Ballon

**Article 3** – La décision n° 2015-DDCS/DIR/007 en date du 1<sup>er</sup> septembre 2015 donnant subdélégation de signature en matière d'administration générale est abrogée.

**Article 4** – Le directeur départemental de la cohésion sociale de la Vienne, par intérim, est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Vienne.

Fait à POITIERS, le 5 janvier 2016

Le Directeur départemental  
de la cohésion sociale, par intérim,



Fabien MARTHA



**Annexe de la délégation de signature  
2016-DDCS/DIR/001 en date du 5 janvier 2016**

**1 - Jeunesse, sports, vie associative**

**1a - Politiques en faveur de l'enfance, la jeunesse, l'éducation populaire et la famille**

**Subdélégation permanente**

|  |   |
|--|---|
| <ul style="list-style-type: none"><li>- Décision d'agrément des associations de jeunesse et d'éducation populaire et notification</li><li>- Courriers relatifs à l'information des acteurs impliqués dans la protection des mineurs</li><li>- Délivrance du récépissé de déclaration effectué par les organisateurs d'accueils collectifs de mineurs à caractère éducatif</li><li>- Délivrance du récépissé de la déclaration effectuée par les exploitants de locaux d'hébergement et décision de sursoir à cette délivrance en cas de dossier incomplet</li><li>- Décision d'autorisation d'organiser des accueils collectifs à caractère éducatifs accueillant les enfants de moins de 6 ans</li><li>- Délivrance du récépissé de la déclaration effectuée par les organisateurs d'accueil collectifs de mineurs à caractère éducatif à l'occasion des vacances scolaires, des congés professionnels et des loisirs</li><li>- Décision d'autoriser les organisateurs d'accueils de loisirs ou de séjours de vacances à aménager les conditions d'exercice des fonctions de direction de ces accueils et séjours</li><li>- Toutes correspondances liées à la transmission des rapports de contrôle</li><li>- Tout acte et correspondance liés à l'organisation des examens et certifications, et à la délivrance des diplômes BAFA</li></ul> | <p align="center">Anne Danière-Moreau</p> |
|--|---|

**Actions en faveur de l'engagement, de l'initiative, de l'autonomie et de la mobilité internationale des jeunes**

**Subdélégation permanente**

|  |                     |
|--|---------------------|
| <ul style="list-style-type: none"><li>- Décision de labellisation et conventionnement des structures « Point Information Jeunesse » et « Bureau Information Jeunesse »</li><li>- Toutes correspondances liées à la mise en œuvre de la mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives.</li><li>- Tout acte et correspondance liés à l'organisation de la commission de protection des enfants du spectacle</li></ul> | Anne Danière-Moreau |
|--|---------------------|

**1b – Promotion et contrôle des activités physiques et sportives**

**Subdélégation permanente**

|  |                     |
|--|---------------------|
| <ul style="list-style-type: none"><li>- Courriers relatifs à l'information et au conseil des établissements, des éducateurs, ou des adhérents</li><li>- Décision d'agrément des associations sportives et notification</li><li>- Délivrance du récépissé de la déclaration effectuée par les responsables d'établissements où sont pratiquées des activités physiques et sportives</li><li>- Délivrance de la carte professionnelle aux personnes désirant contre rémunération, enseigner, animer ou encadrer une activité physique ou sportive ou entraîner ses pratiquants et ayant effectué leur déclaration</li><li>- Délivrance du récépissé de la déclaration effectuée par les titulaires du BNSSA et les éducateurs accrobranche</li><li>- Tout acte ou correspondance liés aux déclarations obligatoires des équipements par les collectivités locales, et à leur recensement</li></ul> | Anne Danière-Moreau |
|--|---------------------|

**1c - Développement et accompagnement de la vie associative**

**Subdélégation permanente**

|   |                                       |
|---|---------------------------------------|
| <ul style="list-style-type: none"><li>- Délivrance des récépissés de création, modification ou dissolution des associations de la loi 1901</li><li>- Récépissé de déclaration des associations culturelles, de bienfaisance, des fondations d'entreprise et des fonds de dotation</li><li>- Tout acte ou correspondance liés à la mise en œuvre du service civique, et à la formation des acteurs en ce domaine</li></ul> | Anne Danière-Moreau<br>Patrick Ballon |
|---|---------------------------------------|

## 2 - Egalité des chances et accès aux droits

### 2a - Accompagnement des publics vulnérables

#### Protection juridique des majeurs

#### Subdélégation permanente

|  |  |
|--|--|
| <ul style="list-style-type: none"><li>- Correspondances liées à l'agrément des personnes physiques exerçant l'activité MJPM et DPF à titre individuel</li><li>- Correspondances liées à l'instruction de la déclaration par les établissements des agents désignés en qualité de MJPM</li><li>- Courriers relatifs à l'inscription sur la liste départementale des mandataires judiciaires</li><li>- Correspondances liées à la tarification des services DPF et MJPM et approbation des décisions modificatives en cours d'exercice</li></ul> | <p>Anne Delafosse<br/>Christine Dumans</p> |
|--|--|

#### Handicap

#### Subdélégation permanente

|   |  |
|---|--|
| <ul style="list-style-type: none"><li>- Courriers relatifs au fonctionnement du Conseil départemental consultatif des personnes handicapées (CDCPH)</li><li>- Correspondances liées à l'attribution, au conventionnement, à la notification et au contrôle d'utilisation des subventions versées à la Maison départementale des personnes handicapées (MDPH)</li><li>- Correspondances liées à l'attribution, à la notification et au contrôle d'utilisation des subventions versées dans le cadre du Fonds départemental de compensation du handicap (FDCH) et procès verbaux relatifs aux décisions d'attributions individuelles des aides</li><li>- Correspondances liées à l'attribution, à la notification et au contrôle d'utilisation des subventions versées dans le cadre du dispositif « Allo maltraitance »</li><li>- Délivrance du récépissé de la déclaration effectuée par les organismes proposant des « vacances adaptées organisées » et courriers relatifs aux contrôles</li><li>- Correspondances liées aux recours gracieux contre les refus d'attribution de cartes de stationnement</li></ul> | <p>Anne Delafosse<br/>Christine Dumans</p> |
| <ul style="list-style-type: none"><li>- Tout acte et correspondances liés à l'attribution et au rejet de cartes de stationnement (hors contentieux)</li></ul>   | <p>Anne Delafosse<br/>Christine Dumans</p> |
| <ul style="list-style-type: none"><li>- Correspondances liées aux avis émis dans le cadre de la sous-commission d'accessibilité.</li></ul>  | <p>Anne Delafosse<br/>Brigitte Robelet</p> |

**Tutelle des pupilles de l'Etat****Subdélégation permanente**

|  |  |
|--|--|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>- Tout acte et correspondance liés au fonctionnement du conseil de famille des pupilles de l'Etat à l'exception des procès verbaux et des courriers relatifs à l'adoption des pupilles de l'Etat</li> </ul> | <p>Anne Delafosse<br/>Christine Dumans</p> |
|--|--|

**2b - Accès et droit au logement****Logement****Subdélégation permanente**

|  |  |
|--|--|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>- Correspondances liées à l'attribution, au conventionnement, à la notification et au contrôle d'utilisation des subventions versées dans le cadre du programme « prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables »</li> </ul> | <p>Anne Delafosse<br/>Brigitte Robelet<br/>Isabelle Mébrek</p> |
|--|--|

|  |  |
|--|--|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>- Correspondances liées à la mise en œuvre du plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées (PDALPD)</li> <li>- Correspondances liées à la délivrance de l'agrément des organismes agissant en faveur du logement et de l'hébergement des personnes défavorisées et de l'agrément pour la domiciliation des personnes sans domicile stable</li> <li>- Correspondances liées aux avis relatifs aux documents d'urbanisme.</li> </ul> | <p>Anne Delafosse<br/>Brigitte Robelet</p> |
|--|--|

|  |  |
|--|--|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>- Correspondances liées au fonctionnement de la Commission de réservation préfectorale</li> <li>- Correspondances liées fonctionnement de la commission de conciliation</li> <li>- Correspondances liées à la mise en œuvre du schéma départemental d'accueil, d'habitat et d'insertion des gens du voyage</li> </ul> | <p>Anne Delafosse<br/>Brigitte Robelet</p> |
|--|--|

|  |  |
|--|--|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>- Correspondances liées à la mise en œuvre de la garantie du droit au logement opposable</li> </ul> | <p>Anne Delafosse<br/>Brigitte Robelet</p> |
|--|--|

|   |  |
|---|--|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>- Correspondances liées à l'attribution, au conventionnement, à la notification et contrôle de l'utilisation des subventions versées dans le cadre du dispositif ALT</li> <li>- Correspondances liées à l'attribution, à la notification et au contrôle de l'utilisation des subventions versées dans le cadre du dispositif AGAA</li> </ul> | <p>Anne Delafosse<br/>Brigitte Robelet</p> |
|---|--|

## Prévention des expulsions

### Subdélégation permanente

|  |  |
|--|--|
| <ul style="list-style-type: none"><li>- Correspondance liées à la prévention des expulsions locatives dans le cadre de la commission spécialisée de coordination des expulsions locatives (CCAPEX) à l'exception des courriers de recommandation en direction des bailleurs et des locataires</li><li>- Correspondances relatives aux dossiers d'expulsion en phase contentieuse (assignation, commandement de quitter les lieux) à l'exclusion des courriers relatifs à l'octroi de la force publique et des décisions d'expulsion</li><li>- Courriers relatifs à l'indemnisation des bailleurs suite au refus de concours de la force publique, à l'exclusion des protocoles transactionnels</li><li>- Correspondances liées au contentieux de l'APL, à l'exclusion de mémoires en défense</li></ul> | <p>Anne Delafosse<br/>Brigitte Robelet</p> |
|--|--|

## Etablissements sociaux

### Subdélégation permanente

|  |  |
|--|--|
| <ul style="list-style-type: none"><li>- Correspondances liées à la procédure d'autorisation des établissements sociaux (CHRS)</li><li>- Correspondances et procès verbaux relatifs aux modalités de mise en œuvre de la visite de conformité</li><li>- Correspondances liées à la procédure de tarification des CHRS dans le cadre de la délégation de gestion régionale</li></ul> | <p>Anne Delafosse<br/>Brigitte Robelet<br/>Isabelle Mébrek</p> |
|--|--|

## Aide sociale de l'Etat

### Subdélégation permanente

|  |  |
|--|--|
| <ul style="list-style-type: none"><li>- Correspondances liées à l'attribution et au suivi de l'aide sociale à la charge de l'Etat</li><li>- Correspondances liées à la commission départementale d'aide sociale (CDAS)</li><li>- Courriers relatifs aux dossiers de demande de CMU pour les exploitants agricoles</li><li>- Correspondances liées à la prise en charge par l'aide médicale de l'Etat des frais pharmaceutiques et de soins nécessaires à des personnes placées en garde à vue et à des personnes retenues dans un lieu de rétention administrative</li></ul> | <p>Anne Delafosse<br/>Isabelle Mébrek<br/>Brigitte Robelet</p> |
|--|--|

## **2c - Comité médical et commission de réforme**

### **Subdélégation permanente**

|   |   |
|---|---|
| <p>- Correspondances relatives à l'organisation du Comité médical et de la Commission de réforme, au secrétariat de ces deux instances et à la présidence de la Commission de réforme</p> | <p>Anne Delafosse<br/>Christine Dumans<br/>Sandrine Calendrier<br/>Sylvie Gervais</p> |
|---|---|

## **3 – Egalité entre les femmes et les hommes**

### **Subdélégation permanente**

|  |                       |
|--|-----------------------|
| <p>- Correspondances liées aux actions relatives à l'égalité entre les femmes et les hommes, dont la lutte contre les violences intrafamiliales et faites aux femmes</p> | <p>Anne Delafosse</p> |
|--|-----------------------|



PRÉFÈTE DE LA VIENNE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE  
DE LA COHESION SOCIALE

**DECISION N° 2016-DDCS-DIR-002**

**en date du 5 janvier 2016**

**donnant subdélégation de signature  
en matière d'ordonnancement secondaire**

Le directeur départemental de la cohésion sociale de la Vienne, par intérim,

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 relative aux lois de finances modifiée par la loi organique n° 2005-779 du 12 juillet 2005 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions modifiée, notamment son article 4 ;

Vu le code des marchés publics ;

Vu le règlement (CE) n° 1422/2007 de la commission du 4 décembre 2007 ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu les décrets n° 98-81 du 11 février 1998 et n° 99-89 du 8 février 1999, relatifs aux décisions prises par l'Etat en matière de prescription quadriennale et la circulaire du 11 octobre 1999 ;

Vu le décret n° 99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour les projets d'investissements ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu le décret n° 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat ;

Vu le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;

Vu le décret du 17 décembre 2015 nommant Madame Marie-Christine DOKHÉLAR, préfète de la Vienne ;

Vu l'arrêté interministériel du 30 décembre 1982 portant règlement de comptabilité des ministères du travail et des affaires sociales ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 décembre 2005 relatif au contrôle financier des programmes et des services du ministère de la santé et des solidarités ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 décembre 2005 relatif au contrôle financier des programmes et des services du ministère de la jeunesse, des sports et de la vie associative ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 décembre 2005 relatif au contrôle financier des programmes et services du ministère des transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer ;

Vu la circulaire n° 5316 du 7 juillet 2008 du Premier Ministre relative à l'organisation de l'administration départementale de l'Etat ;

Vu l'arrêté du Premier Ministre en date du 17 août 2011 portant nomination de M. Fabien MARTHA en qualité de directeur départemental adjoint de la cohésion sociale de la Vienne ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DFSM-MC-27 du 5 janvier 2010 portant organisation de la direction départementale de la cohésion sociale de la Vienne ;

Vu l'arrêté ministériel du 5 octobre 2015 mettant fin à compter du 01/01/2016 au détachement de Madame Françoise Linsolas-Maléaud, dans l'emploi fonctionnel de directrice départementale de la cohésion sociale de la Vienne ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2016-SG-SCAADE-013-1 en date du 4 janvier 2016 portant désignation de Monsieur Fabien MARTHA, directeur départemental de la cohésion sociale de la Vienne, par intérim ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2016-SG-SCAADE-013-2 en date du 4 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Fabien MARTHA, directeur départemental de la cohésion sociale de la Vienne, par intérim ;

Sur proposition du directeur départemental de la cohésion sociale, par intérim,

## DECIDE

**Article 1** - Délégation est donnée à :

- Madame Anne DELAFOSSE,
- Madame Anne DANIERE-MOREAU,
- Madame Brigitte ROBELET,

pour la réception et l'exécution (engagement, liquidation, mandatement) des programmes :

| Ministère                       | BOP | Intitulé   | Titres |
|---------------------------------|-----|--|--------|
| Solidarité et Cohésion Sociale  | 157 | Handicap et dépendance   | 6      |
| Ecologie, développement durable | 177 | Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables             | 6      |
| Santé                           | 183 | Protection maladie   | 3      |
| Affaires sociales et santé      | 304 | Inclusion sociale, protection des personnes et économie sociale et solidaire | 6      |
| Premier Ministre                | 333 | Moyens mutualisés des administrations déconcentrées de l'Etat                | 3 et 5 |

- Madame Catherine LUÇON

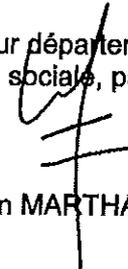
pour les seuls actes relatifs à la validation dans chorus formulaire pour les BOP ci-dessus et dans chorus-DT pour le BOP 333.

**Article 2** - La décision n° 2015-DDCS-DIR-005 du 1<sup>er</sup> juin 2015 donnant subdélégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire est abrogée.

**Article 3** - Le directeur départemental de la cohésion sociale, par intérim, est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Vienne.

POITIERS, le 5 janvier 2016

Le Directeur départemental  
de la cohésion sociale, par intérim,



Fabien MARTHA





**La Directrice Départementale des Finances Publiques  
de la Vienne**

**Arrêté portant subdélégation de signature  
pour les actes relevant du pouvoir adjudicateur  
en date du 04 janvier 2016**

Vu l'arrêté préfectoral n°2016-SG-SCAADE-031 du 4 janvier 2016 donnant délégation de signature à la Directrice départementale des Finances publiques du département de la Vienne pour les actes relevant du pouvoir adjudicateur ;

Vu l'arrêté de la Directrice Régionale des Finances Publiques de Poitou-Charentes et de la Vienne, en date du 1<sup>er</sup> septembre 2015, portant subdélégation de signature pour les actes relevant du pouvoir adjudicateur ;

**ARRETE**

**Article 1**

Subdélégation est donnée aux fonctionnaires de la Direction Départementale des Finances Publiques suivants :

- M. Philippe LE BRIS, Administrateur des Finances Publiques,
- M. Michel MARAL, Administrateur des Finances publiques adjoint,
- Mme Christine PERRIER, Inspectrice divisionnaire des Finances Publiques.

**Article 2**

Le précédent arrêté du 1<sup>er</sup> septembre 2015 est abrogé.

**Article 3**

Le présent arrêté sera communiqué à la Préfète de la Vienne et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Vienne.

  
Fabienne DUFAY





**La Directrice Départementale des Finances Publiques  
de la Vienne**

**Arrêté portant subdélégation de signature  
pour la communication de documents aux collectivités  
territoriales et aux EPCI à fiscalité propre**

Vu l'arrêté préfectoral n°2016-SG-SCAADE- 033 du 4 janvier 2016 donnant délégation à la Directrice départementale de la Vienne pour communiquer, chaque année, aux collectivités territoriales et aux EPCI à fiscalité propre les différents documents relatifs aux informations concernant les impôts locaux

Arrête :

Article 1<sup>er</sup>

Subdélégation est donnée aux fonctionnaires de la Direction Départementale des Finances Publiques suivants :

- M. Yves GERBEDOEN, Administrateur des finances publiques,
- Mme Nathalie VIAULT, Administratrice des finances publiques adjointe,
- Mme Catherine DAVIET, Inspectrice Divisionnaire des finances publiques,
- M. Dominique GAUJAC, Inspecteur des finances publiques,
- M. Thierry PREVOSTEL, Contrôleur des finances publiques,

à l'effet de communiquer aux collectivités territoriales et aux EPCI à fiscalité propre les différents documents relatifs aux informations concernant les impôts locaux.

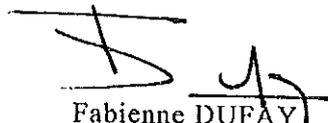
Article 2

L'arrêté précédent du 1<sup>er</sup> septembre 2015 est abrogé.

Article 3

Le présent arrêté prend effet au 4 janvier 2016 et sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Vienne.

Fait à Poitiers, le 4 janvier 2016

  
Fabienne DUFAY



DECISION TARIFAIRE N° 809 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE  
SOINS POUR L'ANNEE 2015 DE  
EHPAD – Marguerite Le Tillier – Poitiers - 860012848

Le Directeur Général de l'ARS Poitou-Charentes

- VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- VU le Code de la Sécurité Sociale ;
- VU la loi n° 2014-1554 du 22/12/2014 de financement de la Sécurité Sociale pour 2015 publiée au Journal Officiel du 24/12/2014 ;
- VU l'arrêté ministériel du 30/04/2015 publié au Journal Officiel du 10/05/2015 pris en application de l'article L314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour l'année 2015 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;
- VU la décision du directeur de la CNSA en date du 11/05/2015 publiée au Journal Officiel du 19/05/2015 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du Code de l'Action Sociale et des Familles, fixant pour l'année 2015 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;
- VU l'arrêté du 17 juillet 2015 portant nomination de M. François FRAYSSE par intérim en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé Poitou-Charentes ;
- VU l'arrêté ARS n° 000128/2011 et DGAS n°2012-A-DGAS-DHV-SE-0078 en date du 03/02/2012 portant transfert d'autorisation de l'E.H.P.A.D. du CHU de Poitiers au Centre Communal d'Action Sociale de la ville de Poitiers pour l'EHPAD « Marguerite Le Tillier » ;
- VU la convention tripartite prenant effet le 01/01/2016;
- VU Vu l'avis favorable de la visite de conformité du 15 décembre 2015 ;

DECIDE

ARTICLE 1<sup>ER</sup> La dotation globale de soins pour l'exercice budgétaire 2015, est fixée à 35 600,00 € et se décompose comme suit :

|                        | DOTATION GLOBALE<br>DE SOINS EN EUROS |
|------------------------|---------------------------------------|
| Hébergement permanent  | 35 600,00                             |
| UHR                    |                                       |
| PASA                   |                                       |
| Hébergement temporaire |                                       |
| Accueil de jour        |                                       |

ARTICLE 2 La fraction forfaitaire, en application de l'article R314-111 du CASF, égale au douzième de la dotation globale de soins et versée par l'assurance maladie s'établit à 2 966,67 € ;

Soit les tarifs journaliers de soins suivants :

|                                   | EN EUROS |
|-----------------------------------|----------|
| Tarif journalier soins GIR 1 et 2 |          |
| Tarif journalier soins GIR 3 et 4 |          |
| Tarif journalier soins GIR 5 et 6 |          |
| Tarif journalier HT               |          |
| Tarif journalier AJ               |          |

ARTICLE 3 Les recours contentieux dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis 17, cours de Verdun , 33074, BORDEAUX Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

ARTICLE 4 La présente décision sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture VIENNE.

ARTICLE 5 Le directeur général de l'agence régionale de santé Poitou-Charentes est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'entité gestionnaire « CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE » (860785070) et à la structure dénommée EHPAD – Marguerite Le Tiller (860012848).

FAIT A POITIERS

, LE 24 DEC. 2015

Le directeur général par intérim  
Par déléation  
La Responsable du Pôle médico-social,

François FRA

Caroline SAULNIER





**DIRECTION DE L'ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE**  
**DIRECTION INTERRÉGIONALE DES SERVICES PÉNITENTIAIRES DE BORDEAUX**

Etablissement : Centre Pénitentiaire de Poitiers-Vivonne

**Décision Portant Délégation**

Vu le code de procédure pénale, notamment ses articles R57-6-24, R57-7-5

Vu l'article 7 de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978

Vu l'article 30 du décret n°2005-1755 du 30 décembre 2005

Vu l'arrêté du ministre de la justice en date du 8 juillet 2014 nommant Monsieur Pascal MARCHAL en qualité de chef d'établissement du Centre Pénitentiaire de Poitiers-Vivonne

**Article 1 :**

Délégation permanente de signature et de compétence est donnée à Monsieur BESNARD Dimitri, Adjoint au Directeur, pour toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

**Article 2 :**

Délégation permanente de signature et de compétence est donnée à Madame RENAUDEAU Kathleen, Directrice Adjointe et à Madame CARRER-MAZOYER Auriane, Directrice-Adjointe pour toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

**Article 3 :**

Délégation permanente de signature et de compétence est donnée à Monsieur SIEBER Frédéric, Attaché d'Administration et Madame Céline MULLER, Attachée d'Administration pour toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

**Article 4 :**

Délégation permanente de signature et de compétence est donnée à Monsieur ONILLON Frédéric, Capitaine, Chef de Détention et à Monsieur ESTEFFE Cédric, Lieutenant, Adjoint au Chef de Détention pour toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

**Article 5 :**

Délégation permanente de signature et de compétence est donnée à :

Monsieur ELUÈRE Judicaël, Lieutenant

Monsieur CERIZIER Boris, Lieutenant

Monsieur JARILLON Daniel, Lieutenant

Monsieur JARRY Stéphane, Lieutenant

Monsieur MABIALA-BIHET Jean-Philippe, Lieutenant

pour toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

**DIRECTION DE L'ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE**  
**DIRECTION INTERRÉGIONALE DES SERVICES PÉNITENTIAIRES DE BORDEAUX**

**Article 6 :**

Délégation permanente de signature et de compétence est donnée à :

**Madame CHASTEING Annie, Major**

**Monsieur MANGIN Eric, Major**

**Madame VIGNE Isabelle, Major**

**Madame CAILLAUD Virginie, 1<sup>ère</sup> Surveillante**

**Madame CARDON Brigitte, 1<sup>ère</sup> Surveillante**

**Madame GUNTZ Emmanuelle, 1<sup>ère</sup> Surveillante**

**Madame MALADIN Karen, 1<sup>ère</sup> Surveillante**

**Madame RICHARD Virginie, 1<sup>ère</sup> Surveillante**

**Madame SURSIN Roselyne, 1<sup>ère</sup> Surveillante**

**Madame THIBAUT Patricia, 1<sup>ère</sup> Surveillante**

**Monsieur BASIRICO Alain, 1<sup>er</sup> Surveillant**

**Monsieur BEAULIEU Christophe, 1<sup>er</sup> Surveillant**

**Monsieur BIENASSIS Mickaël, 1<sup>er</sup> Surveillant**

**Monsieur CADIOU Benjamin, 1<sup>er</sup> Surveillant**

**Monsieur CALOGINE Teddy, 1<sup>er</sup> Surveillant**

**Monsieur COCHEZ Dany, 1<sup>er</sup> Surveillant**

**Monsieur DEFORGES Samuel, 1<sup>er</sup> Surveillant**

**Monsieur DEFURNIER Laurent, 1<sup>er</sup> Surveillant**

**Monsieur DENOUX Laurent, 1<sup>er</sup> Surveillant**

**Monsieur DUPUIS Sébastien, 1<sup>er</sup> Surveillant**

**Monsieur GUILLOTEAU Fabrice, 1<sup>er</sup> Surveillant**

**Monsieur GULLON Philippe, 1<sup>er</sup> Surveillant**

**Monsieur KIM-FOO Jean-Laurent, 1<sup>er</sup> Surveillant**

**Monsieur MARTINEZ Stéphane, 1<sup>er</sup> Surveillant**

**Monsieur ROCHAIS Eric, 1<sup>er</sup> Surveillant**

**Monsieur TOUZEAU Stéphane, 1<sup>er</sup> Surveillant**

**Monsieur VAAST Andy, 1<sup>er</sup> Surveillant**

**Monsieur VAYSSETTES Olivier, 1<sup>er</sup> Surveillant**

**Monsieur VIGNE Franck, 1<sup>er</sup> Surveillant**

pour toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

A Vivonne, le 04 janvier 2016

Le Directeur

Pascal MARCHAL

Décisions du Chef d'établissement pouvant faire l'objet d'une délégation de signature en vertu des dispositions du code de procédure pénale (R.57-6-24 ; R.57-7-5)

Déléataires possibles :

- 1 : adjoint au chef d'établissement
- 2 : directeurs des services pénitentiaires et autres catégories A attachés...
- 3 : personnels de commandement (lieutenants, capitaines, commandants)
- 4 : majors et 1ers surveillants

\* Décret 2013-368 du 30 avril 2013 – Annexe à l'article R.57-6-18 du CPP –

| Décisions concernées  |  | Articles | 1 | 2 | 3 | 4 |
|---|--|----------|---|---|---|---|
| <b>Organisation de l'établissement</b>  |  |          |   |   |   |   |
| Elaboration et adaptation du règlement intérieur type   |  |          |   |   |   |   |
| Autorisation de visiter l'établissement pénitentiaire   |  |          |   |   |   |   |
| Détermination des modalités d'organisation du service des agents  |  |          |   |   |   |   |
| <b>Vie en détention</b>   |  |          |   |   |   |   |
| Elaboration du parcours d'exécution de la peine   |  |          |   |   |   |   |
| Désignation des membres de la CPU   |  |          |   |   |   |   |
| Mesures d'affectation des personnes détenues en cellule   |  |          |   |   |   |   |
| Définition des modalités de prise en charge individualisée des personnes détenues   |  |          |   |   |   |   |
| Désignation des personnes détenues à placer ensemble en cellule   |  |          |   |   |   |   |
| Suspension de l'encellulement individuel d'une personne détenue   |  |          |   |   |   |   |
| Affectation des personnes détenues malades dans des cellules situées à proximité de l'UCSA  |  |          |   |   |   |   |
| Désignation des personnes détenues autorisées à participer à des activités  |  |          |   |   |   |   |
| Destination à donner aux aménagements faits par une personne détenue dans sa cellule, en cas de changement de cellule, de transfert ou de libération (ancien D.449) |  |          |   |   |   |   |
| Décision en cas de recours gracieux des personnes détenues, requêtes ou plaintes (ancien D.259)   |  |          |   |   |   |   |
| Interdiction du port de vêtements personnels par une personne détenue ( pour raisons d'ordre, sécurité, d'hygiène)  |  |          |   |   |   |   |
| Opposition à la désignation d'un aidant   |  |          |   |   |   |   |
| <b>Mesures de contrôle et de sécurité</b>   |  |          |   |   |   |   |
| Appel aux forces de l'ordre pour assurer le maintien de l'ordre et de la sécurité   |  |          |   |   |   |   |
| Utilisation des armes dans les locaux de détention  |  |          |   |   |   |   |

|  |  |  |   |   |   |   |
|--|--|--|---|---|---|---|
| Retrait à une personne détenue pour des raisons de sécurité, d'objets, substances, médicaments, outils dangereux ou vêtements lui appartenant et pouvant permettre un suicide, une agression ou une évasion (ancien D.273) |  | * Annexe à l'article R.57-6-18 du CPP- Art 5 RI type+ Art 14 RI type | X | X | X | X |
| Retrait à une personne détenue pour des raisons d'ordre et de sécurité de matériels et appareillages médicaux  |  | Art 14 RI type   | X | X | X | X |
| Contrôle et Retenue d'équipement informatique ( ancien D. 449-1)   |  | * Annexe à l'article R.57-6-18 du CPP- Art 19 RI type                | X | X | X |   |
| Interdiction pour une personne détenue de participer aux activités sportives pour des raisons d'ordre et de sécurité ( ancien D. 459-3)  |  | * Annexe à l'article R.57-6-18 du CPP- Art 20 RI type                | X | X | X | X |
| Décision de procéder à la fouille des personnes détenues   |  | R. 57-7-79   | X | X | X | X |
| Demande d'investigation corporelle interne adressée au procureur de la République  |  | R. 57-7-82   | X | X | X | X |
| Utilisation des menottes ou des entraves à l'occasion d'un transfert ou d'une extraction (ancien D.283-4)  |  | * Annexe à l'article R.57-6-18 du CPP- Art 7 III RI type             | X | X | X | X |
| Utilisation des moyens de contrainte à l'encontre d'une personne détenue (ancien D.283-3)  |  | * Annexe à l'article R.57-6-18 du CPP- Art 7 III RI type             | X | X | X | X |
| Constitution de l'escorte des personnes détenues faisant l'objet d'un transfert administratif  |  | D. 308   | X | X | X |   |
| Décision de mise en œuvre des mesures de contrôle, pour des motifs de sécurité, des personnes accédant à l'établissement pénitentiaire   |  | R.57-6-24, al 3, 5°  | X | X | X | X |
| <b>Discipline</b>  |  |  |   |   |   |   |
| Placement à titre préventif en cellule disciplinaire ainsi qu'en cellule de confinement  |  | R.57-7-18  | X | X | X | X |
| Suspension à titre préventif de l'activité professionnelle   |  | R.57-7-22  | X | X | X | X |
| Engagement des poursuites disciplinaires   |  | R.57-7-15  | X | X | X | X |
| Présidence de la commission de discipline  |  | R.57-7-6   | X | X | X | X |
| Elaboration du tableau de roulement des assessseurs extérieurs   |  | R. 57-7-12   | X | X | X | X |
| Demande de retrait de l'habilitation d'un assesseur extérieur  |  | D. 250   | X | X | X | X |
| Désignation des membres assessseurs de la commission de discipline   |  | R. 57-7-8  | X | X | X | X |
| Prononcé des sanctions disciplinaires  |  | R.57-7-7   | X | X | X | X |
| Ordonner et révoquer le sursis à exécution des sanctions disciplinaires  |  | R. 57-7-54   | X | X | X | X |
| Dispense d'exécution, suspension ou fractionnement des sanctions   |  | à R. 57-7-59   | X | X | X | X |
| Désignation d'un interprète-pour les personnes détenues qui ne comprennent pas ou ne parlent pas la langue française   |  | R.57-7-60  | X | X | X | X |
|  |  | R.57-7-25  | X | X | X | X |
| <b>Isolément</b>   |  |  |   |   |   |   |
| Désignation d'un interprète-pour les personnes détenues qui ne comprennent pas ou ne parlent pas la langue française   |  | R.57-7-64  | X | X | X | X |
| Autorisation pour une personne détenue placée à l'isolement de participer à une activité organisée pour les détenus soumis au régime de détention ordinaire  |  | R. 57-7-62   | X | X | X | X |
| Autorisation pour un détenu placé à l'isolement de participer aux offices célébrés en détention  |  | *Annexe à l'article R.57-6-18 du CPP- Art 7 RI type                  | X | X | X | X |

|  |   |   |   |   |
|--|---|---|---|---|
| Autorisation pour une personne détenue placée à l'isolement de participer à une activité commune aux personnes placées au quartier d'isolement   | R. 57-7-62  | X | X | X |
| Décision de ne pas communiquer les informations ou documents de la procédure d'isolement de nature à porter atteinte à la sécurité des personnes ou des établissements pénitentiaires                                  | R. 57-7-64  | X | X | X |
| Proposition de prolongation de la mesure d'isolement   | R. 57-7-64  | X | X | X |
| Rédaction du rapport motivé accompagnant la proposition de prolongation de la mesure d'isolement   | R. 57-7-70  | X | X | X |
| Placement provisoire à l'isolement des personnes détenues en cas d'urgence   | R. 57-7-67  | X | X | X |
|  | R. 57-7-70  | X | X | X |
|  | R. 57-7-65  | X | X | X |
| Placement initial des personnes détenues à l'isolement et premier renouvellement de la mesure  | R. 57-7-66  | X | X | X |
|  | R. 57-7-70  | X | X | X |
|  | R. 57-7-74  | X | X | X |
| Levée de la mesure d'isolement   | R. 57-7-72  | X | X | X |
|  | R. 57-7-76  | X | X | X |
| <b>Mineurs</b>   |   |   |   |   |
| Présidence de l'équipe pluridisciplinaire assurant le suivi individuel du mineur   | D. 514  | X | X | X |
| Placement en cellule la nuit, à titre exceptionnel, d'une personne mineure avec une personne détenue de son âge soit pour motif médical, soit en raison de sa personnalité   | R. 57-9-12  | X | X | X |
| Autorisation, à titre exceptionnel, de la participation d'une personne mineure aux activités organisées dans l'établissement pénitentiaire avec des personnes majeures   | R. 57-9-17  | X | X | X |
| Proposition, à titre exceptionnel, d'une activité de travail à une personne mineure âgée de 16 ans et plus   | D. 518-1  | X | X | X |
| Mise en œuvre d'une mesure de protection individuelle  | D. 517-1  | X | X | X |
|  | D. 520  | X | X | X |
| <b>Gestion du patrimoine des personnes détenues</b>  |   |   |   |   |
| Fixation de la somme que les personnes détenues placées en semi-liberté ou bénéficiant d'un placement extérieur, d'un placement sous surveillance électronique ou d'une permission de sortir, sont autorisés à détenir | D. 122  | X | X | X |
| Autorisation pour les condamnés d'opérer un versement à l'extérieur depuis la part disponible de leur compte nominatif   | D. 330  | X | X | X |
| Autorisation pour les personnes détenues d'envoyer à leur famille, des sommes figurant sur leur part disponible( ancien D. 421)  | * Annexe à l'article R.57-6-18 du CPP- Art 30 RI type     | X | X | X |
| Autorisation pour une personne détenue hospitalisée de détenir une somme d'argent provenant de la part disponible de son compte nominatif ( ancien D. 395)   | * Annexe à l'article R.57-6-18 du CPP- Art 14 II RI type  | X | X | X |
| Autorisation pour les personnes détenues de recevoir des subsides de personnes non titulaires d'un permis permanent de visite ( ancien D. 422)   | * Annexe à l'article R.57-6-18 du CPP- Art 30 RI type     | X | X | X |
| Autorisation pour une personne condamnée à recevoir des subsides pour une dépense justifiée par un intérêt particulier   | * Annexe à l'article R.57-6-18 du CPP- Art 30 RI type     | X | X | X |
| Retenue sur la part disponible du compte nominatif des personnes détenues en réparation de dommages matériels causés   | D. 332  | X | X | X |
| Refus de prise en charge d'objets ou de bijoux dont sont porteurs les détenus à leur entrée dans un établissement pénitentiaire ( ancien D. 337)   | * Annexe à l'article R.57-6-18 du CPP- Art 24 III RI type | X | X | X |

|  |  |   |   |   |
|--|--|---|---|---|
| Autorisation de remise ou d'expédition à un tiers, désigné par la personne détenue, d'objets lui appartenant (ancien D. 340)   | *Annexe à l'article R.57-6-18 du CPP- Art 24 III RI type | X | X | X |
| <b>Achats</b>  |  |   |   |   |
| Fixation des prix pratiqués en cantine (ancien D. 344)   | * Annexe à l'article R.57-6-18 du CPP- Art 25 RI type    | X | X | X |
| Refus opposé à une personne détenue de procéder à des achats en cantine (ancien D. 343)  | *Annexe à l'article R.57-6-18 du CPP- Art 25 RI type     | X | X | X |
| Refus opposé à une personne détenue de se procurer un récepteur téléphonique ou un téléviseur individuel (ancien D. 444)   | *Annexe à l'article R.57-6-18 du CPP- Art 19 IV RI type  | X | X | X |
| Refus opposé à une personne détenue de se procurer un équipement informatique (ancien D. 449-1)  | *Annexe à l'article R.57-6-18 du CPP- Art 19 RI type     | X | X | X |
| <b>Relations avec les collaborateurs du SPP</b>  |  |   |   |   |
| Autorisation d'accès à l'établissement pénitentiaire des personnels hospitaliers non titulaires d'une habilitation   | D. 389   | X | X | X |
| Autorisation d'accès à l'établissement pénitentiaire aux personnes intervenant dans le cadre d'actions de prévention et d'éducation pour la santé  | D. 390   | X | X | X |
| Autorisation d'accès à l'établissement pénitentiaire aux personnels des structures spécialisées de soins intervenant dans le cadre de la prise en charge globale des personnes présentant une dépendance à un produit licite ou illicite | D. 390-1   | X | X | X |
| Suspension de l'habilitation d'un personnel hospitalier de la compétence du chef d'établissement   | D. 388   | X | X | X |
| Autorisation donnée pour des personnes extérieures d'animer des activités pour les détenus   | D. 446   | X | X | X |
| Instruction des demandes d'agrément en qualité de mandataire et proposition à la DISP  | R. 57-6-14   | X | X | X |
| Suspension provisoire, en cas d'urgence, de l'agrément d'un mandataire agréé et proposition de retrait de l'agrément   | R. 57-6-16   | X | X | X |
| Fixation des jours et horaires d'intervention des visiteurs de prison (ancien D. 476)  | * Annexe à l'article R.57-6-18 du CPP- Art 33 RI type    | X | X | X |
| Suspension de l'agrément d'un visiteur de prison en cas d'urgence et pour des motifs graves  | D. 473   | X | X | X |
| <b>Organisation de l'assistance spirituelle</b>  |  |   |   |   |
| Détermination des jours, horaires et lieux de tenue des offices religieux  | R. 57-9-5  | X | X | X |

|   |  |   |   |   |
|---|--|---|---|---|
| Désignation d'un local permettant les entretiens avec l'aumônier des personnes détenues sanctionnées de cellule disciplinaire   | R. 57-9-6  | X | X | X |
| Autorisation de recevoir et conserver les objets de pratique religieuse et les livres nécessaires à la vie spirituelle sous réserve des nécessités liées à la sécurité et au bon ordre de l'établissement | R. 57-9-7  | X | X | X |
| Autorisation pour des ministres du culte extérieurs de célébrer des offices ou prêches  | D. 439-4   | X | X | X |
| <b>Visites, correspondance, téléphone</b>   |  |   |   |   |
| Délivrance des permis de communiquer aux avocats dans les autres cas que ceux mentionnés à l'alinéa 1 de l'article R. 57-6-5  | R. 57-6-5  | X | X | X |
| Délivrance, refus, suspension, retrait des permis de visite des condamnés, y compris lorsque le visiteur est un auxiliaire de justice ou un officier ministériel  | R. 57-8-10   | X | X | X |
| Délivrance, refus, suspension, retrait des permis de communiquer aux officiers ministériels et auxiliaires de justice autres que les avocats (ancien D. 411)  | * Annexe à l'article R.57-6-18 du CPP- Art 28 RI type    | X | X | X |
| Décision que les visites auront lieu dans un parloir avec dispositif de séparation  | R. 57-8-12   | X | X | X |
| Retenue de correspondance écrite, tant reçue qu'expédiée  | R. 57-8-19   | X | X | X |
| Autorisation- refus-suspension-retrait de l'accès au téléphone pour les personnes détenues condamnées   | R. 57-8-23   | X | X | X |
| <b>Entrée et sortie d'objets</b>  |  |   |   |   |
| Autorisation d'entrée ou de sortie de sommes d'argent, correspondances ou objets quelconques  | D. 274   | X | X | X |
| Notification à l'expéditeur ou à la personne détenue du caractère non autorisé de la réception ou de l'envoi d'un objet (ancien D. 430)   | *Annexe à l'article R.57-6-18 du CPP- Art 32 I RI type   | X | X | X |
| Autorisation de recevoir des objets ou colis par dépôt à l'établissement pénitentiaire en dehors des visites, ou par voie postale pour les personnes détenues ne recevant pas de visite. (ancien D. 431)  | * Annexe à l'article R.57-6-18 du CPP- Art 32 II RI type | X | X | X |
| Autorisation de recevoir par dépôt à l'établissement pénitentiaire en dehors des visites, des publications écrites et audiovisuelles (ancien D. 443-2)  | *Annexe à l'article R.57-6-18 du CPP- Art 19 III RI type | X | X | X |
| <b>Activités</b>  |  |   |   |   |
| Autorisation de recevoir des cours par correspondance autres que ceux organisés par l'éducation nationale (ancien D. 436-2)   | R. 57-9-8  | X | X | X |
| Refus opposé à une personne détenue de se présenter aux épreuves écrites ou orales d'un examen organisé dans l'établissement  |  |   |   |   |
| Signature d'un acte d'engagement concernant l'activité professionnelle des personnes détenues   | D. 436-3   | X | X | X |
| Autorisation pour les personnes détenues de travailler pour leur propre compte ou pour des associations   | R. 57-9-2  | X | X | X |
| Déclassement ou suspension d'un emploi  | D. 432-3   | X | X | X |
|   | D. 432-4   | X | X | X |
| <b>Administratif</b>  |  |   |   |   |
| Certification conforme de copies de pièces et légalisation de signature   | D. 154   | X | X | X |

| Divers  |                              |   |   |   |   |   |
|---|------------------------------|---|---|---|---|---|
| Réintégration immédiate en cas d'urgence de condamnés se trouvant à l'extérieur   | D.124                        | X | X | X | X | X |
| Modification, sur autorisation du JAP, des horaires d'entrée et de sortie en cas de placement sous surveillance électronique, semi-liberté, placement extérieur et permission de sortir | 712-8<br>D. 147-30           | X | X | X | X | X |
| Retrait, en cas d'urgence, et notification de la décision de retrait, de la mesure de surveillance électronique de fin de peine et réintégration du condamné                            | D. 147-30-47<br>D. 147-30-49 | X | X | X | X | X |
| Habilitation spéciale des agents des greffes afin d'accéder au FJJAIS et d'enregistrer les dates d'écrou, de libération et l'adresse déclarée de la personne libérée                    | 706-53-7                     | X | X | X | X | X |
| Modification, sur autorisation du juge d'instruction, des horaires de l'ARSE  | D. 32-17                     | X | X | X | X | X |

Fait à Vivonne, le 04 janvier 2016

Le Directeur,

Pascal MARCHAL